

Print

Comment une ONG financée par la Fondation Gates et Big Pharma ont utilisé des enfants comme «cobayes»...

Par [Bernard Marx](#)

Mondialisation.ca, 29 mai 2021

[Off-Guardian](#) 18 mai 2021

Uri de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/comment-une-ong-financee-par-la-fondation-gates-et-big-pharma-ont-utilise-des-enfants-comme-cobayes/5656972>



En 2010, une ONG financée par la Fondation Gates a enfreint de nombreuses directives éthiques et juridiques en testant un nouveau vaccin sur des enfants sans le consentement des parents, et les médias occidentaux n'en ont jamais parlé.

Nous avons vu beaucoup de reportages [ayant trait à l'Inde](#) dans l'actualité récemment. [Bien plus que nous ne le faisons habituellement](#). Une sorte d'[apocalypse](#) s'y déroule, si l'on en croit les [médias populaires](#). Mais comme c'est souvent le cas, ces reportages sont dépourvus de tout

[contexte](#) ou [perspective](#).

Alors que les médias du monde entier ne se lassent pas de l'Inde aujourd'hui, dans leur empressement à soutenir un récit de terreur sur la Covid-19, il y a douze ans, lorsqu'une véritable histoire se déroulait là-bas, les médias du monde entier n'étaient nulle part.

Un peu de contexte

En 2009, une ONG financée par la Fondation Bill et Melinda Gates (FBMG) a procédé à [des essais cliniques](#) non autorisés d'un vaccin sur certains des enfants les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. [Elle l'a fait sans fournir d'informations](#) sur les risques encourus, sans le consentement éclairé des enfants ou de leurs parents et sans même déclarer qu'elle menait un essai clinique.

Après la vaccination, de nombreux enfants participants sont tombés malades et sept d'entre eux sont morts. Telles ont été [les conclusions](#) d'une commission parlementaire chargée d'[enquêter](#) sur cette misérable affaire. La commission a accusé l'ONG de « maltraitance d'enfants » et a produit [un grand nombre de preuves](#) à l'appui de ses dires. L'incident a à peine effleuré le radar des médias occidentaux.

PATH (anciennement Program for Appropriate Technology in Health) est une ONG basée à Seattle, largement [financée par la FBMG](#) mais qui [reçoit également des subventions importantes](#) du gouvernement étatsunien. Entre 1995 et le moment de la rédaction (mai 2021), PATH [a reçu plus de 2,5 milliards de dollars](#) de la FBMG.

En 2009, [PATH a mené à bien un projet d'administration du vaccin contre le papillomavirus humain \(HPV\)](#). L'objectif du projet était, selon les propres termes de PATH, « de générer et de diffuser des preuves pour une introduction éclairée des vaccins HPV dans le secteur public ». Cela a été mené dans quatre pays : Inde, Ouganda, Pérou et Vietnam. Une autre organisation financée par Gates, Gavi, avait initialement été envisagée pour gérer le projet, mais la responsabilité a finalement été déléguée à PATH. Le projet a été directement financé par la FBMG.

Il est important de noter que chacun des pays sélectionnés pour le projet avait une population ethnique différente et disposait d'un programme national de vaccination financé par l'État. L'utilisation de différents groupes ethniques dans l'essai a permis de comparer les effets du vaccin dans divers groupes de population (l'ethnicité étant un facteur de sécurité et d'efficacité de certains médicaments).

Les programmes de vaccination des pays concernés constituaient un marché potentiellement lucratif pour les entreprises dont les médicaments devaient être étudiés : si les médicaments s'avéraient efficaces et étaient inclus dans les programmes de vaccination nationaux financés par l'État de ces pays, cela représenterait une manne annuelle de bénéfices pour les entreprises concernées.

Deux types de vaccins contre le HPV ont été utilisés dans l'essai : Gardasil de Merck et Cervarix de GlaxoSmithKline (GSK). Dans cet article, nous allons examiner l'essai du Gardasil par PATH en Inde.

Il est intéressant de noter ici la relation entre la FBMG et l'une des sociétés dont les médicaments étaient testés. En 2002, la FBMG avait, de manière controversée, [acheté pour 205 millions de dollars d'actions](#) dans le secteur pharmaceutique, dont des actions de Merck & Co. Cette opération avait suscité des interrogations en raison du conflit d'intérêts évident entre le rôle de la fondation en tant qu'organisation caritative médicale et son rôle de propriétaire d'entreprises dans le même secteur.

Le *Wall Street Journal* [a rapporté](#), en août 2009, que la fondation avait vendu ses parts dans Merck entre le 31 mars et le 30 juin de cette année-là, soit à peu près au moment où les essais sur le terrain du vaccin contre le HPV commençaient en Inde. Ainsi, pendant toute la durée de ce projet ([qui était déjà opérationnel en octobre 2006](#)), et jusqu'aux essais finaux sur le terrain, la FBMG a joué un double rôle : celui d'une organisation caritative responsable des soins et celui d'un propriétaire d'entreprise responsable du profit.

Ces conflits d'intérêts sont la marque de fabrique de la FBMG depuis 2002. Lorsque [Gates faisait régulièrement des apparitions à la télévision](#) l'année dernière pour promouvoir la vaccination contre le virus de la Covid-19, en apportant [un soutien particulièrement enthousiaste](#) à l'effort de Pfizer-BioNTech, son objectivité n'a jamais été mise en doute.

Pourtant, sa fondation [est copropriétaire de plusieurs fabricants de vaccins](#), dont Pfizer, BioNTech et CureVac.

Le vaccin HPV





Le vaccin contre le HPV vise à prévenir le cancer du col de l'utérus. Le Gardasil avait été lancé avec succès par Merck aux États-Unis en 2006, mais ses ventes ont souffert après qu'une série d'articles parus dans des revues médicales étatsuniennes eurent jugé que ses risques l'emportaient sur ses avantages. Une analyse des rapports transmis au Vaccine Adverse Event Reporting System (VAERS) du CDC sur les effets indésirables du Gardasil a été particulièrement préjudiciable.

Cette analyse a été publiée dans le *Journal of the American Medical Association* (JAMA) le 19 août 2009. Parmi les 12 424 effets indésirables signalés, 772 ont été considérés comme graves, dont 32 décès. Les autres effets secondaires graves signalés comprenaient des troubles auto-immuns, des événements thromboemboliques veineux (caillots sanguins) et le syndrome de Guillain-Barré.

Dans la même édition du JAMA, le Dr Charlotte Haug, alors rédactrice en chef du *Journal de l'Association médicale norvégienne*, [a écrit](#).

« La question de savoir si un risque vaut la peine d'être pris dépend non seulement du risque absolu, mais aussi du rapport entre le risque potentiel et le bénéfice potentiel. Si les bénéfices potentiels sont substantiels, la plupart des individus seront prêts à accepter les risques. Mais le bénéfice net du vaccin contre le HPV pour une femme est incertain. Même si elle est infectée de façon persistante par le HPV, une femme ne développera probablement pas de cancer si elle se soumet régulièrement à un dépistage. Elle devrait donc rationnellement être prête à n'accepter qu'un faible risque lié au vaccin ».

Le Dr Haug a également fait remarquer que « lorsqu'on évalue les risques et les avantages, il convient également de se demander qui prend le risque et qui bénéficie des avantages », ce qui constitue une allusion claire au fabricant du Gardasil, Merck.

Les tentatives de Merck pour promouvoir le Gardasil ont été controversées. La [Dre Angela Raffle](#), l'une des plus grandes spécialistes britanniques du dépistage du cancer du col de l'utérus, [a décrit](#) la stratégie de marketing de Merck comme « un bélier sur le Ministère de la Santé et un tapis de bombes à la périphérie ».

La Dre Raffle craint que la poussée vers la vaccination de masse ne nuise au programme de dépistage efficace qui fonctionne au Royaume-Uni depuis les années 1960.

« Je crains que la précipitation motivée par des considérations commerciales pour nous faire paniquer et introduire rapidement le vaccin contre le HPV ne nous fasse reculer et n'aggrave notre programme de lutte contre le cancer du col de l'utérus ».



Professeure Diane Harper

[La professeure Diane Harper](#), de la faculté de médecine de Dartmouth dans le New Hampshire à l'époque, avait dirigé deux essais du vaccin et [était catégorique](#) sur le fait que Gardasil ne pouvait pas protéger contre toutes les souches de HPV.

Lorsque Merck a lancé une énorme campagne de relations publiques en 2007 pour persuader les gouvernements européens d'utiliser le produit pour vacciner toutes les jeunes filles du continent contre le cancer du col de l'utérus, elle a déclaré :

« Les programmes de vaccination de masse (seraient) une très grande expérience de santé publique... Nous ne savons pas beaucoup de choses. Nous ne savons pas si le vaccin restera efficace. Pour être honnête, nous n'avons pas de données sur l'efficacité chez ces jeunes filles pour le moment. Nous vaccinons contre un virus qui attaque les femmes tout au long de leur vie et qui continue à provoquer des cancers. Si nous vaccinons les filles à 10 ou 11 ans, nous ne saurons pas avant 20 à 25 ans si cela va fonctionner ou non. C'est un gros défi à relever ».

Ainsi, à l'époque où PATH menait ses essais en Inde, en Ouganda, au Pérou et au Vietnam, Gardasil était un vaccin controversé : sa sécurité, son efficacité et les tentatives de Merck pour le promouvoir étaient remises en question, non pas par les « anti-vaxxers » et les « théoriciens du complot », mais par l'establishment médical international et des grands médias respectés.

Les jeunes filles de Khammam

Le district de Khammam, en 2009, faisait partie de l'État indien oriental de l'Andhra Pradesh (les changements de frontières effectués en 2014 font qu'aujourd'hui le district de Khammam appartient à l'État du Telangana). La région est essentiellement rurale et est [considérée](#) comme l'une des parties les plus pauvres et les moins développées de l'Inde.

Khammam abrite plusieurs groupes ethniques tribaux, certaines estimations situant sa population tribale à environ 21,5% (environ 600 000 personnes). Comme [c'est le cas pour les populations indigènes du monde](#) entier, les groupes tribaux de Khammam souffrent d'un manque d'accès à l'éducation. Par conséquent, leur niveau d'alphabétisation est considérablement inférieur à celui de la région

dans son ensemble.

[Quelques 14 000 filles](#) ont reçu une injection de Gardasil dans le district de Khammam en 2009. Les filles recrutées pour le projet de PATH avaient entre 10 et 14 ans et étaient toutes issues de milieux à faibles revenus, principalement tribaux. Beaucoup d'entre elles ne vivaient pas avec leur famille, mais dans des ashram pathshalas (foyers gérés par le gouvernement), situés à proximité des écoles qu'elles fréquentaient.

La professeure Linsey McGoey, de l'université d'Essex, [a déclaré](#) par la suite qu'elle pensait que les filles vivant dans les ashrams pathshalas avaient été ciblées pour le projet car c'était une façon :

« de contourner la nécessité d'obtenir le consentement des parents pour les injections vaccinales ».

Bien que nous ayons vu beaucoup de l'Inde dans les nouvelles récemment, la couverture de ce pays et de ses affaires est généralement discrète. Bien que l'Inde abrite près d'un cinquième de la population mondiale, les reportages sur ce pays sont rares.

Peu d'entre nous sont conscients, par exemple, de son [histoire abyssale en matière de santé et de sécurité](#) ou [de sa longue tradition de corruption](#) au sein du gouvernement.

Depuis des décennies, des chercheurs de profit sans scrupules profitent de ces lacunes. Les médias occidentaux ne rendent compte des conséquences de ces actions que lorsque leur ampleur est trop grande pour être ignorée.

[Nous avons appris](#) que jusqu'à 7 000 personnes ont été tuées et plus d'un demi-million ont été blessées [après avoir été exposées](#) au gaz isocyanate de méthyle mortel, suite à [une fuite de gaz](#) dans l'usine de pesticides Union Carbide à Bhopal. Mais nous n'avons rien appris, dans les années qui ont précédé, sur la [culture de normes médiocres et de mépris de la réglementation](#) qui a été finalement responsable de la catastrophe.

Il est donc typique que le projet de PATH visant à administrer et à étudier les effets du vaccin contre le papillomavirus soit passé inaperçu en Occident. Il est également typique qu'il en ait été de même en Inde : les médias indiens ne sont pas plus réputés pour leurs reportages sur les groupes tribaux que les médias occidentaux ne le sont pour leurs reportages sur les Indiens. [Malgré les inquiétudes exprimées](#) à propos du projet en octobre 2009 par [Sama](#), une ONG basée à Delhi qui défend la santé des femmes, le sujet est resté absent de l'actualité indienne.



Des membres du groupe Sama de défense des droits

Ce projet n'aurait donc pas pu être plus inattendu s'il s'était déroulé sur la lune, et il l'est resté pendant plusieurs mois jusqu'à ce que, début 2010, des informations commencent à filtrer à Khammam, indiquant que quelque chose avait terriblement mal tourné : plusieurs des filles qui avaient participé aux essais étaient tombées malades et quatre d'entre elles étaient mortes.

En mars 2010, des membres de Sama se sont rendus à Khammam pour en savoir plus sur ces nouvelles histoires. Ils [ont appris](#) que jusqu'à 120 filles avaient subi des effets indésirables, notamment des crises d'épilepsie, de graves maux d'estomac, des maux de tête et des sautes d'humeur. Les représentants de Sama sont restés à Khammam pour enquêter davantage sur la situation.

L'implication de Sama a finalement porté l'affaire à l'attention des médias indiens et, face à un barrage de publicité négative, le Conseil indien de la recherche médicale (IMCR) [a suspendu](#) le projet PATH.

C'est alors que le Comité permanent de la Santé du Parlement indien [a commencé à enquêter](#) sur cette affaire.

Le 17 mai, Sama a produit [un rapport accablant](#) soulignant, entre autres, que les essais avaient été présentés comme un programme de vaccination gouvernemental et non comme un projet de recherche, que les filles n'avaient pas été informées qu'elles pouvaient choisir de ne pas participer aux essais et que le consentement parental n'avait pas été demandé ni donné dans de nombreux cas.

Le rapport indique que :

« De nombreuses jeunes filles vaccinées continuent de souffrir de maux d'estomac, de maux de tête, de vertiges et d'épuisement. Des rapports font état de l'apparition précoce des menstruations, de saignements abondants et de crampes menstruelles sévères, de sautes d'humeur extrêmes, d'irritabilité et de malaises à la suite de la vaccination. Aucun suivi ou contrôle systématique n'a été effectué par les fournisseurs des vaccins ».

Sama a également contesté l'affirmation du gouvernement de l'État d'Andhra Pradesh selon laquelle le décès de quatre des jeunes filles qui avaient participé aux essais n'avait rien à voir avec la vaccination.



Parlement, siège du Parlement de l'Inde, New Delhi

La commission parlementaire

Les roues de la bureaucratie sont lentes à tourner. C'est plus de trois ans plus tard, le 30 août 2013, que [le rapport](#) du Comité permanent de la Santé du Parlement indien a finalement été publié. Bien que beaucoup s'attendaient à ce que le rapport soit un coup de balai, ce n'est pas le cas : la lecture du rapport est choquante.

Le rapport accuse à la fois PATH et l'IMCR, [concluant](#) que « la sécurité et les droits des enfants ont été fortement compromis et violés ». La commission [a constaté](#) que PATH, bien qu'opérant en Inde depuis 1999, n'avait aucune autorisation légale pour le faire. Elle a noté que, bien que l'organisation ait finalement reçu un certificat du Registre des sociétés de l'Inde en septembre 2009, ce certificat lui-même était en violation de la loi.

Le rapport [indiquait](#) que :

« PATH... a violé toutes les lois et réglementations établies pour les essais cliniques... son seul objectif a été de promouvoir les intérêts commerciaux des fabricants de vaccins contre le HPV... il s'agit d'un grave abus de confiance... car le projet impliquait la vie et la sécurité de fillettes et d'adolescentes qui, pour la plupart, n'étaient pas conscientes des implications de la vaccination. Il s'agit également d'une grave violation de l'éthique médicale. Cet acte de PATH constitue une violation flagrante des droits de l'homme de ces fillettes et adolescentes. Il s'agit également d'un cas avéré de maltraitance des enfants ».

La commission [a accusé](#) PATH de lui avoir menti et d'avoir tenté de l'induire en erreur au cours de son enquête et a [recommandé](#) au gouvernement indien de signaler les violations des droits de l'homme commises par PATH à l'OMS, à l'UNICEF et au gouvernement étatsunien.

Le rapport [déclarait](#) que l'ensemble du projet de PATH était une tentative cynique d'assurer des profits continus pour Merck et GSK.

« Le choix des pays et des groupes de population, la nature monopolistique, à ce moment-là, du produit mis en avant, le potentiel et les opportunités de marché illimités dans les programmes d'immunisation universelle des pays respectifs sont autant d'indices d'un plan bien planifié pour exploiter commercialement une situation. Si PATH avait réussi... cela aurait généré un profit exceptionnel pour les fabricants par le biais de la vente automatique, année après année, sans aucune dépense de promotion ou de marketing. Il est bien connu qu'une fois introduit dans le programme d'immunisation, il devient politiquement impossible d'arrêter une quelconque vaccination ».

Et le rapport continue :

« Pour atteindre cet objectif sans effort, sans passer par la voie ardue et strictement réglementée des essais cliniques, PATH a eu recours à un élément de subterfuge en appelant les essais cliniques « études d'observation » ou « projet de démonstration » et diverses autres expressions de ce genre. Ainsi, l'intérêt, la sécurité et le bien-être des sujets ont été complètement mis en péril par PATH en utilisant une nomenclature autodéterminée et autosuffisante, ce qui est non seulement hautement déplorable mais aussi une violation sérieuse de la loi du pays ».



Samiran Nundy, rédacteur émérite du National Medical Journal of India

[Des voix éminentes](#) de la communauté médicale indienne se sont fait l'écho de ces accusations.

« Il est choquant de voir comment une organisation étatsunienne a utilisé des méthodes subreptices pour s'établir en Inde », a déclaré Chandra M. Gulhati, rédacteur en chef de l'influent Monthly Index of Medical Specialities, « (ce) n'était pas de la philanthropie ».

Samiran Nundy, rédacteur émérite du *National Medical Journal of India* et [critique de longue date](#) des pratiques corrompues dans le domaine de la santé, n'a pas mâché ses mots :

« C'est un cas évident où les Indiens ont été utilisés comme cobayes ».

Le rapport de la commission permanente était également très critique à l'égard de la relation entre PATH et les membres de plusieurs agences de santé indiennes, soulignant de multiples [conflits d'intérêts](#).

[Sur la question du consentement éclairé](#), la commission a confirmé la véracité des allégations de Sama, constatant que la majorité des formulaires de consentement n'étaient signés ni par les enfants ni par leurs parents, que de nombreux formulaires de consentement étaient postdatés ou n'étaient pas datés du tout, que plusieurs formulaires avaient été signés par les mêmes personnes (souvent les gardiens des foyers où vivaient les filles) et que de nombreuses signatures ne correspondaient pas au nom figurant sur le formulaire. L'enquête a révélé que les parents n'avaient pas reçu d'informations sur la nécessité de la vaccination, ses avantages et ses inconvénients ou ses effets secondaires potentiels.

[Aucune assurance](#) n'était prévue pour aucun des enfants en cas de blessure et « PATH ne prévoyait pas de soins médicaux urgents et spécialisés en cas d'événements indésirables graves ».

De plus, PATH a gravement [enfreint](#) les réglementations sanitaires indiennes en effectuant un essai clinique d'un médicament sur des enfants avant d'avoir effectué un essai du médicament sur des adultes.

Concernant les jeunes filles décédées, le comité [a critiqué](#) PATH, les autorités médicales indiennes et le gouvernement de l'État d'Andhra Pradesh pour avoir sommairement écarté le lien entre leur décès et la vaccination sans mener d'enquêtes approfondies. [En 2016](#), quelques 1 200 des jeunes filles ayant participé aux deux essais de vaccins contre le HPV en Inde faisaient état d'effets secondaires graves à long terme, soit plus de 5% de la cohorte totale de 23 500 personnes. À cette date, le nombre total de décès était passé à sept.

Un silence de mort



Un conflit d'intérêt financier a-t-il compromis le Guardian ?

Cette effroyable violation de l'éthique médicale et des droits de l'homme est passée presque totalement sous silence en dehors de l'Inde. La commission permanente de la santé du Parlement indien a littéralement [accusé](#) une ONG étatsunienne de maltraitance des enfants, [en fournissant de nombreuses preuves](#) à l'appui de ses accusations, mais les médias occidentaux n'en ont pratiquement pas parlé.

Les publications de vulgarisation scientifique [Nature](#) et [Science](#) ont chacune publié un bref article sur la débâcle, mais aucune d'entre elles n'entre dans les détails des violations légales et éthiques de PATH. Si l'article de Science est au moins légèrement critique, celui de *Nature* accorde plus de place à la réfutation des accusations par le directeur de PATH, Vivien Tsu.

La manière dont les médias du monde entier sont [financés](#) par la FBMG, et [la façon dont cela affecte les reportages sur la FBMG](#) et les organisations qu'elle parraine, [mériterait un article à part entière](#). Mais il est utile de mentionner ici que [la BBC a reçu](#) un total de 51,7 millions de dollars de la FBMG, en mai 2021, et que [le Guardian a reçu](#) 12,8 millions de dollars.

Le Guardian, qui prétend donner une voix aux plus vulnérables dans le monde, est resté curieusement silencieux sur les jeunes filles de Khammam. C'est-à-dire, à l'[exception d'un article](#), publié en octobre 2013, environ six semaines après la publication du rapport de la commission permanente.

L'article n'a pas été écrit par l'une des filles ou l'un de leurs parents, ni par l'une des femmes de Sama qui avait plaidé en faveur des filles, ni même par l'un des parlementaires indiens qui avaient été chargés d'enquêter sur l'affaire.

Non. Il a été écrit par un Étatsunien appelé Seth Berkely. Berkely est le PDG de Gavi, un autre mastodonte de la santé financé par le FBMG.



Seth Berkley, PDG de GAVI

Berkley a profité de sa tribune dans le *Guardian* pour affirmer que les jeunes filles décédées après avoir été vaccinées à Khammam s'étaient suicidées. Parlant des 14 000 sujets ayant participé aux essais, il a déclaré : « Il aurait été inhabituel qu'aucun d'entre eux ne se suicide par la suite ».

La compassion n'était pas le seul élément absent de son article. Pas une seule fois Berkley n'a abordé les multiples violations de la loi et de l'éthique qui s'étaient produites, ni le rôle de PATH et celui de ses employeurs, la Fondation Gates, dans le rejet de cette iniquité.

The Guardian a commencé à recevoir des fonds de la FBMG en août 2010. Avant cet accord, en 2007, le journal avait publié deux articles distincts qui critiquaient les [tactiques de lobbying](#) utilisées par Merck pour promouvoir le Gardasil et qui [mettaient en doute l'efficacité](#) de son utilisation dans les programmes de vaccination de masse.

Depuis l'accord conclu avec Gates, le *Guardian* [a toujours couvert](#) ce médicament (et la vaccination contre le HPV en général) de manière positive.

Comment les choses se sont passées



Siège de la FBMG à Seattle aux États-Unis

Le gouvernement indien était réticent à prendre l'une des mesures recommandées par le comité. Après tout, des organisations comme PATH mettaient [d'énormes sommes d'argent](#) à la disposition de l'État, des institutions et des particuliers.

Ainsi, aucun rapport officiel sur les violations des droits de l'homme n'a jamais été fait par le gouvernement indien à l'OMS, à l'Unicef ou au gouvernement étatsunien, [comme l'avait recommandé](#) le comité permanent.

Cependant, en 2017, [il a annoncé](#) qu'il n'accepterait plus de subventions de la FBMG pour son unité de soutien technique à la vaccination, une organisation qui fournit des « conseils en matière de stratégie de vaccination » concernant environ 27 millions de nourrissons. Néanmoins, le gouvernement indien continue d'accepter les subventions de la fondation dans d'autres domaines.

Merck, et son vaccin anti-papillomavirus Gardasil, s'est très bien comporté depuis les sombres événements relatés dans cet article. Le scandale de Khammam n'a jamais vraiment affecté l'entreprise, en raison d'un manque de sensibilisation à son sujet en dehors de l'Inde. Rien qu'en 2018, [les ventes de Gardasil se sont élevées à plus de 3 milliards de dollars](#), grâce à son inclusion dans les calendriers de vaccination du monde entier, et à son lancement cette année-là en Chine.

PATH ne s'est jamais aussi bien porté. Tout comme Merck, l'absence de reportages sur ce qui s'est passé à Khammam a permis à

l'organisation de ne pas en pâtir. Depuis 2010, [elle continue de recevoir d'énormes financements de la FBMG](#), dans une moindre mesure, du gouvernement étatsunien. Au cours de cette période, la FBMG a fourni à PATH un financement [de plus de 1,2 milliard de dollars](#).

La Fondation Bill et Melinda Gates a continué à étendre sa toile d'influence. Décrivant les pratiques de l'organisation à l'époque des événements décrits ici, Jacob Levich [a déclaré](#) :

« En substance, la FBMG achetait des médicaments stockés qui n'avaient pas réussi à créer une demande suffisante en Occident, les pressait à la périphérie à un prix réduit, et verrouillait des accords d'achat à long terme avec les gouvernements du tiers monde ».

La fondation est depuis passée à des pâturages encore plus lucratifs. La pandémie de la Covid-19 a véritablement propulsé la FBMG sur le devant de la scène. Gates lui-même a vu son profil public et son [influence politique croître à un point](#) qui aurait été inimaginable même en 2019.

Malgré son manque de qualifications scientifiques ou de mandat électoral, il insiste régulièrement sur la nécessité d'une vaccination mondiale de masse [avec des produits fabriqués par les entreprises qu'il possède, en utilisant les plateformes](#) que lui offrent [les médias qu'il finance](#).

Et les filles de Khammam ?

En 2010, ces pauvres enfants et leur situation critique n'étaient même pas connus en dehors de l'Inde. Dire qu'elles ont été oubliées reviendrait à sous-entendre que quelqu'un les connaissait ou se souciait d'elles au départ.

Bernard Marx

Article original en anglais : [How Bill Gates & Big Pharma used children as "guinea pigs"...and got away with it](#). Off-Guardian, le 18 mai 2021.

Traduction : Le [blog de Sam Latouch](#)

Bernard Marx est le pseudonyme utilisé par un écrivain et enseignant basé en Irlande. Les domaines d'intérêt de Bernard sont l'histoire, la politique et la musique populaire.

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Copyright © Bernard Marx, Off-Guardian, 2021